

**ARRETE MUNICIPAL**

**PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION**

DG/FNV 2025.T1402

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE-sur-MER**,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1,  
L 2213-1 et suivants,  
Vu les articles du Code de la Route,  
Considérant la demande de l'entreprise **ANTARGAZ ENERGIES** en date du 04 Décembre  
2025 chargée d'effectuer des livraisons de gaz propane avec un **19 T** Chemin de la Forge  
- Hennequeville à Trouville-sur-Mer.  
Considérant qu'il convient, pour des raisons de sécurité, de réglementer la circulation dans  
les rues **permettant l'accès sur Hennequeville Trouville-sur-Mer**.

**ARRETE**

**Article 1 :** Une **dérogation exceptionnelle** à l'interdiction de tonnage est accordée à l'entreprise  
**ANTARGAZ** pour qu'elle puisse faire acheminer ses livraisons de gaz par un véhicule de 19 T  
**Chemin de la Forge - Hennequeville à Trouville-sur-Mer**.

**Article 2 :** L'accès sur Hennequeville se fera par l'itinéraire suivant : Lieu-dit « La Croix Sonnet »,  
Route Départementale 74, Avenue de la Marnière, Avenue Gabriel Just, Chemin de la Mare aux  
Guerriers, Ancienne route de Villerville et Chemin de la Forge. L'entreprise ANTARGAZ prendra  
toutes les dispositions pour ne pas dégrader le chemin de la Forge.

**Article 3 :** Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables **du Jeudi 01 Janvier 2026 au Jeudi  
31 Décembre 2026**.

**Article 4 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux  
lois et règlements en vigueur ; tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et  
d'une mise en fourrière.

**Article 5 :** Madame le Maire, Madame le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de  
Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents  
assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application  
du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, Le 05 Décembre 2025

Le Maire,  
Vice-Présidente de la CCCCCF



Sylvie de Gaetano

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de  
deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme  
d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par  
courrier ou via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un  
délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du  
recours administratif préalablement déposé.